



La déclaration de Tunis au sujet de la Démocratie Directe Moderne

La Tunisie change.

Ainsi c'est le cas de la démocratie directe partout dans le monde.

Nous somme Tunisiens, Africains, Européens, Asiatiques ou Américains, nous sommes venus de différentes communautés de partout dans le monde. Parmi nous il y a des scientifiques, des syndicalistes, des journalistes, des militants, des élus, des organisateurs d'élections, des dirigeants d'organisations non gouvernementales, des avocats, des entrepreneurs, des agriculteurs, des étudiants, des citoyens, des ingénieurs et des chômeurs.

Nous nous sommes rencontrés tout au long de quatre jours à l'Institut National Agronomique de Tunisie de l'Université de Carthage pour discuter des questions de la démocratie directe, de la participation et de la décentralisation au sein d'un forum ouvert et libre en Tunisie réunissant des représentants du monde entier. Ceux qui sont venus d'ailleurs, ont été impressionnés, de connaître les réussites de la révolution et les progrès enregistrés par la Tunisie. Nous avons également appris qu'un long chemin attend encore les tunisiens pour une meilleure démocratie.

Mais cela ne nous concerne-t-il pas aussi ?

Nous croyons que ce chemin commun est le garant du passage de nos sociétés non seulement de la dictature vers la démocratie, mais également de la démocratie, vers la démocratie participative réelle. Nous savons que la démocratie représentative n'est pas suffisante en dépit de son importance. Nous passons par une transition d'un modèle électoral simple vers de nouvelles formes de participation en mesure de nous fournir plus de force, mais qui, en même temps, exige beaucoup de nous.

Nous croyons que le développement de la démocratie exige la décentralisation du pouvoir. Et, nous savons que cette décentralisation représente un défi qui dépasse la participation en soi. Cette participation devrait faire partie de la voie de la décentralisation à tous les niveaux. Et pour y parvenir, nous avons besoin de mécanismes participatifs meilleurs,

d'évaluation plus adaptée du fonctionnement de la démocratie directe et d'autres moyens participatifs.

La participation nécessite bien plus que de simples mots dans la Constitution ou d'articles dans une loi. Elle exige une infrastructure de soutien - la liberté et la transparence (notamment pour la lutte contre la corruption), des espaces sécurisés (y compris les espaces en ligne), des médias citoyens libres, des mouvements sociaux forts, des ressources économiques et des organisations de la société civile, qui permettent aux gens de communiquer entre eux et de faire entendre leurs voix. Nous sommes encouragés par les articles contenus dans la Constitution tunisienne concernant la participation tout comme par les premières expériences participatives financées dans les villes tunisiennes, mais il reste encore beaucoup à réaliser.

La participation implique que les décisions économiques, qu'elles soient liées aux accords internationaux de commerce ou aux affaires des services dans une petite ville, se construisent par la démocratie et non pas par l'argent. La démocratie et la participation requiert l'égalité pour tous et le commandement de tous, en particulier tous ceux qui ont été marginalisés dans le passé, surtout les jeunes et les femmes. Et il est temps que les femmes aient plus de responsabilité en démocratie.

Et soyons encore clair: nous rejetons fermement l'idée que la démocratie est adaptée seulement pour certaines personnes, communautés ou religions. La démocratie peut et doit contenir tout le monde.

Certains disent que la démocratie est impossible dans le monde arabe. Mais ici, nous sommes bien en Tunisie, première démocratie dans le monde arabe. D'autres disent que la démocratie n'est pas compatible avec l'islam. Cependant, et encore, nous sommes ici en Tunisie. Et nous avons entendu ici que les principes de l'islam ne sont pas en contradiction avec la démocratie, et vice versa.

La démocratie directe ne devrait pas avoir une seule maison. Nous espérons et prions pour le jour où la démocratie soit partout où il y a des sociétés. La démocratie doit être le droit et la responsabilité de chaque individu, indépendamment de son identité et quel que soit sa situation économique ou sociale.

Nous offrons cette déclaration, la Déclaration de Tunis, le 17ème jour du mois de mai 2015.

Et nous accueillons les suggestions, les corrections et les contributions du monde.

2015globalforum.com

[A la prochaine : 2016globalforum.com](http://2016globalforum.com)